

## Le moment du réengagement est venu

*Déclaration du MSC en préparation de la CSA 45*

La communauté internationale le reconnaît : **le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de la faim zéro que se sont fixé les Objectifs de Développement Durable (ODD)**. Nous demandons instamment au CSA d'engager une discussion approfondie sur les causes, les obstacles et les facteurs qui ont conduit à cette situation alarmante.

Si nous voulons atteindre l'ODD#2 et les autres ODD en rapport avec la sécurité alimentaire et à la nutrition, **il est indispensable que les gouvernements et l'ONU expriment un nouvel engagement sans ambiguïté en faveur du droit à une alimentation adéquate** et réaffirment leurs obligations de respecter, protéger et réaliser tous les droits humains en reconnaissant leur indivisibilité, leur universalité, leur interconnexion et leur interdépendance.

A la veille du **70e anniversaire de la Déclaration universelle des droits humains**, le préambule nous rappelle que *"la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde"*.

**Les gouvernements ne doivent pas contester, mais défendre et soutenir le mandat des Nations Unies en matière de droits humains.** Les gouvernements et l'ONU doivent s'acquitter de leur devoir de promouvoir et de protéger les droits humains de tous les peuples, y compris dans les politiques qui affectent directement ou indirectement la sécurité alimentaire et la nutrition. Une approche fondée sur les droits humains implique nécessairement l'inclusion, la participation et une attention particulière portée aux détenteurs de droits qui souffrent de violations ou qui sont les plus menacés.

**Nous, les peuples, sommes les agents les plus importants du changement.** Nous sommes les organisations représentant les porteurs de droits, alors que les gouvernements et les institutions intergouvernementales représentent les porteurs de devoirs. Nous sommes les plus importants producteurs, transformateurs et fournisseurs d'aliments et de nutrition dans le monde entier. Les politiques publiques nationales, régionales et mondiales ont le potentiel d'influencer positivement ou négativement les environnements dans lesquels nous et nos communautés vivons et travaillons.

**A l'avenir, nos voix, nos revendications et nos propositions** en tant que femmes et jeunes, peuples autochtones et paysans sans terre, petits exploitants agricoles et familiaux, pêcheurs artisanaux et pasteurs, travailleurs agricoles et alimentaires, travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation, précaires urbains en situation d'insécurité alimentaire ainsi que de consommateurs **doivent être mieux entendues** au niveau local, national, régional et mondial.

Une attention prioritaire des gouvernements et de l'ONU doit être accordée à la consultation avec et l'obtention de conseils de la part des organisations et des communautés qui luttent, réfléchissent et sont en mesure de rendre compte des réalités quotidiennes de la faim et de la malnutrition, de l'exploitation, de la discrimination, de la pauvreté, de l'exclusion, de la dégradation écologique, des conflits et de la violence. Ceux qui connaissent ces réalités et la souffrance subie par les peuples sont les mieux placés pour analyser les causes et les facteurs, réviser les politiques et proposer des solutions concrètes.

**Travaillons ensemble pour obtenir des changements fondamentaux et continus qui accordent la première priorité aux peuples** et qui placent au centre de toute convergence, coordination et cohérence des politiques leur inclusion, leur participation, la prise en compte de leurs voix et la

respect de leurs droits, en particulier dans le cas de politiques visant à lutter contre la faim, la malnutrition et leurs causes.

**Le CSA réformé a fait des pas importants dans cette direction**, mais nous savons tous que cette expérience novatrice de gouvernance mondiale inclusive sur la sécurité alimentaire et la nutrition continue d'être menacée.

**Le moment est venu pour nous tous, en particulier les gouvernements et les agences basées à Rome, de renouveler notre engagement envers le CSA**, sa vision, sa pertinence et ses rôles, en apportant un soutien politique et financier renouvelé aux processus politiques et au fonctionnement efficace du CSA ainsi qu'à la diffusion, l'utilisation, l'application et le suivi de ses résultats politiques.

Dans cette approche, **la 45<sup>e</sup> Session Plénière du CSA est une occasion importante de renforcer les efforts et la collaboration** sur les questions clés suivantes :

1. **Renforcer le CSA dans sa direction stratégique pour faire face aux énormes défis que posent l'insécurité alimentaire et la malnutrition, tant aujourd'hui que demain:** Le CSA entre dans une nouvelle période avec la mise en œuvre de la réponse au rapport d'évaluation du CSA. La période intensive mais plutôt repliée sur soi du processus d'évaluation du CSA s'achèvera avec la CSA 45 et sera suivie d'une période au cours de laquelle tous les membres et les participants devront s'engager, animés d'un nouvel esprit et avec une grande énergie, sur la base du réengagement décrit ci-dessus.
2. Le rapport de mise en œuvre contient des accords importants, convenant de l'importance de *"la définition d'une orientation plus stratégique pour renforcer le CSA afin de réaliser sa vision"*. Il souligne en particulier que *"le travail du CSA se concentrera sur les activités qui identifient et s'attaquent aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, en mettant l'accent sur les personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition. L'égalité des genres, les droits des femmes et des jeunes filles et l'autonomisation des femmes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition seront intégrés dans tous les Axes de travail et les produits du CSA"*.

Cette nouvelle orientation comprend **trois objectifs stratégiques** auxquels les membres et les participants du CSA devront apporter tout leur soutien et leur engagement:

- i. **Objectif stratégique 1 - PLATEFORME:** Tirer parti du pouvoir de rassemblement en tant que principale plate-forme internationale et intergouvernementale inclusive pour discuter de la situation de la SAN et coordonner l'action collective à tous les niveaux
  - ii. **Objectif stratégique 2 - POLITIQUE:** Élaborer des orientations politiques mondiales volontaires pour assurer la convergence et la cohérence des politiques afin d'assurer la sécurité alimentaire et d'améliorer la nutrition et de promouvoir la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate
  - iii. **Objectif stratégique 3 - ADOPTION:** Favoriser l'adoption, le suivi et l'examen et le partage des expériences et des Bonnes pratiques sur l'utilisation et l'application des produits du CSA à tous les niveaux.
2. Le besoin le plus immédiat et l'opportunité d'apporter la preuve de cette volonté renouvelée d'engagement consiste dans le fait de **fournir le soutien financier et politique requis aux processus de convergence politique à venir en 2019 et en 2020 concernant les thématiques des Systèmes alimentaires et la Nutrition, ainsi que sur l'Agroécologie et d'autres approches**

**innovantes.** En particulier, les consultations régionales de 2019 en préparation des Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition offrent aux groupes régionaux et aux organisations régionales l'occasion de contribuer aux travaux d'élaboration des politiques du CSA. Le Mécanisme apprécierait également que les pays et les institutions intergouvernementales apportent un soutien financier pour faciliter la participation des mouvements sociaux, des peuples autochtones et des organisations de la société civile à ces consultations au niveau régional et mondial.

3. **La promotion de la diffusion, de l'utilisation et de l'application des résultats politiques du CSA doit être une priorité** pour les membres et les participants du CSA au cours des prochaines années. Nous invitons en particulier les gouvernements et les ABR à discuter de l'utilisation et de l'application accrues des résultats politiques du CSA avec les organisations de la société civile au niveau national, régional et mondial. Les Agences basées à Rome devraient systématiquement inclure l'utilisation et l'application des résultats politiques du CSA dans leur programmes et leur travail dans les différents pays, en étroite coopération avec les gouvernements et d'autres acteurs.
4. **La Manifestation thématique mondiale lors de la CSA 45** pour le Suivi de l'utilisation et l'application des Directives sur le droit à l'alimentation est l'occasion de **replacer le Droit à l'alimentation et les Droits humains au centre des débats du CSA**. Le nombre important et la qualité des rapports publiés et des événements organisés en préparation de cet événement sont la preuve que l'exercice de Suivi du travail du CSA et la pertinence du Droit à l'alimentation sont appréciés et soutenus au niveau des pays. La poursuite de la mise en œuvre d'un Mécanisme de Suivi novateur du CSA, tel qu'il est convenu dans le contexte de la réponse à l'évaluation du CSA, est essentielle afin d'étayer la pertinence et l'efficacité du CSA à travers des actions concrètes et utiles, sur la base d'évaluations continues et des leçons tirées des expériences.
5. **La CSA 45 est le point de départ du processus de consultation pour le PTPA 2020-2023.** Il est fondamental que ce processus d'établissement des priorités soit étroitement lié à la vision du CSA, à son objectif général et à ses objectifs stratégiques, comme convenu dans le cadre des discussions autour du processus d'évaluation du CSA, et en particulier le fait que *"toutes les activités du PTPA sont conçues, planifiées et mises en œuvre avec le but de promouvoir: la résilience des moyens de subsistance; l'attention portée aux personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition; une approche multisectorielle inclusive et participative; la prise de décisions fondées sur des données probantes; la durabilité environnementale, économique et sociale; l'égalité des genres, les droits des femmes et des jeunes filles et l'autonomisation des femmes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition."*

**Dernière remarque:** Nous sommes convaincus qu'il est impossible d'atteindre les buts fixés par les ODD, et notamment ceux de l'ODD #2, sans apporter un changement radical et un engagement totalement renouvelé de la communauté internationale en faveur de politiques qui promeuvent et protègent - comme principe fondamental et primordial - le Droit à une alimentation adéquate mais aussi tous les autres Droits humains des populations les plus affectées et exposées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Nous appelons les gouvernements, l'ONU et tous les acteurs concernés à collaborer dans cette entreprise, considérant que la CSA 45 est une occasion importante d'avancer dans cette nouvelle direction.